
La détermination du président Bush

George McGovern
ancien sénateur des Etats-Unis

— *Quelles sont -selon vous les principaux objectifs des Etats-Unis au Proche Orient à la veille de l'ouverture probable de la conférence de paix ?*

Je crois que le président Bush a plusieurs idées majeures en tête : la mise en oeuvre de la résolution 242, l'arrêt des implantations israéliennes dans les territoires occupés et surtout que des négociations directes commencent enfin entre Israéliens, Arabes et Palestiniens ; et, sur ce point, je ne pense pas que les Etats-Unis aient une position rigide sur la question de la composition de la délégation palestinienne.

— *Pensez vous que l' administration américaine est prête à faire pression sur Israël pour qu'il accepte des contacts directs avec les Palestiniens ?*

Oui et les Etats-Unis ont assez d'influence pour faire prévaloir leurs vues auprès du gouvernement israélien. Il ne s'agit pas d'exiger une rencontre avec l'O.L.P. mais au moins avec des représentants crédibles des Palestiniens. Je ne crois pas que les Israéliens obtiendront les garanties financières dont ils ont besoin pour leur emprunt de 10 milliards de dollars tant qu'ils n'auront pas accepté le principe de telles négociations.

Il faut tenir compte aussi du fait que de plus en plus d'Américains sont convaincus de la nécessité de ces négociations.

— *Sur cette question voyez-vous une différence d'attitude entre l'administration actuelle et celle de Reagan ?*

Oui. Les conditions ont radicalement changé depuis la période de Reagan. Il n'y a plus cette profonde rivalité qui opposait Washington et Moscou au Proche-Orient ; désormais les deux États ont les mêmes positions. Les Israéliens ne peuvent donc plus se présenter comme les alliés indispensables des États-Unis pour combattre les desseins hégémoniques des soviétiques dans la région...

— *Y-a-t-il le même type d'évolution au sein du Congrès qui, traditionnellement, est très proche d'Israël, notamment en raison de l'efficacité du lobby pro- israélien ?*

C'est une question très importante parce que là réside une inconnue majeure. Mais il me semble que là aussi, c'est en train de changer ; une des explications tient au fait que les hommes politiques américains savent bien que nous avons à faire face à de graves problèmes intérieurs : un énorme déficit budgétaire, une économie en difficulté, des villes dans des situations préoccupantes ; dans ces conditions ils sont moins enclins aujourd'hui qu'hier à distribuer, à l'extérieur, des ressources qui seraient si utiles pour nous mêmes . Beaucoup d'entre eux disent pourquoi irions nous garantir 10 milliards de dollars pour Israël alors que nous ne pouvons pas le faire pour Cleveland ou Los Angeles... Cela est de nature à renforcer la position du président Bush qui n'est pas disposé à fournir cette assistance financière à Israël si celui-ci refuse d'entrer dans le processus de négociations. C'est pourquoi il des chances d'obtenir ce qu'il veut.

— *Oui, mais vous ne croyez pas que l'argument classique portant sur la sécurité d'Israël peut balayer ce raisonnement. Si on parvient à convaincre les parlementaires que ce processus de négociations risque d'être dangereux pour la sécurité d'Israël, ils changeront d'attitude ?*

Oui, c' est possible. Le lobby israélien peut réussir à se faire entendre . On n'en sait rien. En politique on n'est jamais sûr de rien; mais pourtant je ne crois pas à cette hypothèse parce que les circonstances aujourd'hui sont vraiment différentes. Nos problèmes économiques et sociaux sont particulièrement préoccupants et, par ailleurs, le président Bush est très populaire et donc très fort. Il veut sincèrement un règlement du conflit israélo-arabe. S'il explique bien ses positions et ses objectifs à l'opinion publique et au Congrès, il gagnera.

— *Il veut un règlement , mais quel type de règlement ? une sorte de nouveau Camp David ou bien une solution plus fondamentale qui prendrait vraiment en compte les droits du peuple palestinien ?*

A mon avis, les Etats-Unis ne sont pas assez fous pour penser que ce conflit pourrait être résolu sans que soit traité la question palestinienne. C'est le coeur du problème. Il est impossible de l'ignorer. Et d'ailleurs je ne crois pas qu'il y ait un gouvernement arabe pour imaginer qu'un accord solide avec Israël puisse être conclu sans les Palestiniens ; celui qui le ferait mettrait sans doute en péril son propre régime.

— *Là encore , on peut envisager plusieurs possibilités de règlement de la question palestinien : de la simple autonomie administrative des territoires à la mise en oeuvre de l'autodétermination . Pensez-vous que les Etats-Unis soient prêts à aller au- delà d'un formule d'autonomie ?*

Je crois qu'il le faut. Les Palestiniens vont continuer à déstabiliser le Moyen-Orient aussi longtemps que leur droit à l'autodétermination n'aura pas été réalisé. Ils ne laisseront à personne le

soin de décider de leur avenir. De même qu'il y a un Etat juif indépendant — que j'ai toujours soutenu — il doit y avoir un État palestinien indépendant.

— Tout ceci est inacceptable pour Shamir. Pensez-vous que, dans la position de force où il se trouve, il puisse faire de substantielles concessions ?

Bien sûr, il ne cédera rien avant la conférence. Mais pour moi, l'étape décisive est d'abord qu'elle s'ouvre pour que les discussions commencent. A partir de là nous verrons bien ce qui se passera ; mais déjà le fait de se parler constituera un moment essentiel.

Entretien conduit par

Jean-Paul Chagnollaud